



## Laure-Anne NYSSSEN

Counsel

Email : [lanysse@philippelaw.eu](mailto:lanysse@philippelaw.eu)

Tél : +32 2 250 39 82

Fax : +32 2 250 39 81

Langue(s) de travail : Anglais / Français / Néerlandais

Barreau(x) : Bruxelles

Bureau(x) : **Bruxelles**

### Domaines d'activités

- Assurances et responsabilités
- Contentieux, arbitrage et médiation
- Droit des contrats et relations commerciales
- Vie privée et protection des données

### Formation

- Certificat inter-universitaire en Protection des données à caractère personnel, Université de Namur & ICHEC, 2018
- Master en droit, Université catholique de Louvain (UCL), 2013 (Magna cum laude)
- Erasmus à l'Universiteit Antwerpen, 2013
- Baccalauréat trilingue en droit, Université Saint-Louis de Bruxelles, 2011 (cum laude)

### Activités

#### Au sein du barreau

- 2015 : Prix Bâtonniers Braun et Jakhian
- 2013 - à ce jour : Avocate au barreau de Bruxelles

#### En dehors du barreau

- 2017 – 2021: Secrétaire de rédaction du DAOR
- 2016 – 2023: Administrateur de l'ASBL Ecole paroissiale Saint-Henri
- 2015 – 2018: Professeur de Droit au Cours Melius
- 2013: Assistante en droit institutionnel de l'Union européenne à l'Université Saint-Louis de Bruxelles

### Actualités

#### 27/03/2026 Images générées par l'IA : quels risques et enjeux juridiques ?

Les outils d'intelligence artificielle générative capables de produire des images, des vidéos ou de cloner une voix se démocratisent rapidement. Si ces technologies offrent des opportunités en matière de communication, de marketing ou de création de contenu, elles soulèvent aussi des risques importants. Protection des données, droit à l'image, responsabilité en cas d'usurpation d'identité ou de contenus trompeurs : les enjeux juridiques sont nombreux. L'IA générative et la reproduction de l'identité Les progrès récents de l'IA permettent de créer des images ou des vidéos très réalistes représentant des personnes réelles, parfois à partir de quelques photos disponibles en ligne. ...

#### 29/10/2025 #EULex – La Cour de justice de l'UE précise la notion de "donnée à caractère personnel"

L'arrêt de la CJUE du 4 septembre 2025 précise la portée de la notion de « donnée à caractère personnel ». La Cour juge qu'une information concerne une personne dès lors qu'elle est liée à celle-ci par son contenu, sa finalité ou son effet. Elle admet qu'une donnée pseudonymisée peut ne pas être une donnée personnelle pour un destinataire incapable d'identifier les personnes. Enfin, la CJUE rappelle que l'obligation d'information s'impose au responsable du traitement au moment où les personnes sont identifiables, mais non au tiers qui ne peut les identifier. Dans un arrêt rendu le 4 septembre 2025 (affaire ...

## 23/04/2025 Base de licéité du traitement des données de santé par les assureurs

Le traitement des données de santé par les assureurs est un sujet complexe en raison de la réglementation du RGPD, qui interdit ce traitement sauf dans certains cas exceptionnels. Actuellement, en Belgique, seul le consentement explicite des assurés permet ce traitement, mais le consentement doit être « libre », ce qui peut être problématique. L'APD estime ainsi que le consentement n'est pas libre lorsqu'un refus entraîne des conséquences négatives pour l'assuré. Elle considère cependant que les assureurs ne portent pas la responsabilité de cette situation et appelle à une solution européenne coordonnée. Le traitement des données de santé par les assureurs est ...

## 14/06/2023 Meta frappé par une amende historique de 1,2 milliard d'euros : une sanction sans précédent pour la violation des règles de protection de la vie privée de l'UE

1. Une décision marquante de l'autorité de protection des données irlandaise Le 12 mai 2023, la « Data Protection Commission », le gardien du RGPD irlandais, a rendu une décision historique en imposant une amende record de 1,2 milliard d'euros à Meta, anciennement connu sous le nom de Facebook, pour violation des règles de protection de la vie privée de l'Union européenne (UE). Cette décision marque un tournant significatif dans le domaine de la protection des données personnelles et envoie un message clair aux grandes entreprises technologiques quant à l'importance de respecter les règles de confidentialité et de sécurité des ...

## 22/02/2022 Phishing en aansprakelijkheid: de appreciatie van grove nalatigheid

U kent het ongetwijfeld wel: e-mails, sms- of whatsappberichten van een derde partij – veelal van de post of de bank – waarin u een terugbetaling of een premie beloofd wordt. Al wat u moet doen, is de vermelde link openen en u inloggen met uw gegevens. Criminelen gaan vaker op deze wijze te werk om bij iemand digitaal binnen te breken en de slachtoffers geld te ontfutselen. Maar hier rijst de vraag. Indien het slachtoffer daar nietsvermoedend op ingaat: wie is aansprakelijk voor de schade? Phishing in enkele woorden "Phishing" is een vorm van e-oplichting via online communicatiemiddelen waarbij ...

## 14/12/2020 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL: Quels points d'attention lors de la digitalisation d'une activité commerciale ?

Contraintes par les mesures de fermeture obligatoire et la mise en place du « click and collect » par l'arrêté ministériel du 1er novembre 2020, de nombreuses entreprises ont amorcé, dans l'urgence, un tournant numérique pour continuer à fonctionner autant que faire se peut. Ceci impliquera nécessairement de traiter certaines données personnelles (données de contact, adresse de livraison, données bancaires). Les questions que se poseront les entreprises souhaitant digitaliser tout ou partie de leurs activités différeront essentiellement en fonction du fait qu'elles disposent déjà ou non des adresses email de leurs clients (par exemple via un programme de fidélité). 1. ...

## 17/07/2020 L'Autorité belge de Protection des Données inflige une amende de 600.000 € à GOOGLE – Analyse de la décision

Ce qu'il faut retenir : L'Autorité belge de Protection des Données passe à la vitesse supérieure en termes de sanction des responsables de traitement qui manquent à leurs obligations au titre du RGPD. Pour garantir l'effectivité du RGPD, l'Autorité défend sa compétence territoriale pour un traitement mis en œuvre par un responsable de traitement établi aux USA, en argumentant que les activités de GOOGLE LLC et GOOGLE BELGIUM sont, en l'espèce, indissociablement liées. Ce 14 juillet 2020, la Chambre Contentieuse de l'Autorité belge de Protection des Données (« APD ») a condamné GOOGLE BELGIUM à une amende record de 600.000 ...

## 04/06/2020 GDPR : Amende de 50.000 € pour un assureur pour défaut de licéité et de transparence

Dans une décision du 14 mai 2020, l'Autorité belge de protection des données (« APD ») a infligé une amende de 50.000 € à une compagnie d'assurance pour défaut de transparence dans sa notice vie privée. Une plainte avait initialement été déposée par un individu ayant souscrit une assurance hospitalisation auprès de ladite compagnie. Sur la base de la notice vie privée de l'assureur, le plaignant estimait que celui-ci, sans avoir sollicité son consentement préalable, (1) utilisait ses données de santé à d'autres fins que pour l'exécution du contrat d'assurance et (2) les transmettait à des tiers. Il souhaitait également ...

## 23/04/2020 Gestion du télétravail imposé par le Covid-19 au regard du RGPD

A la suite des mesures de distanciation sociale mises en place pour lutter contre la pandémie de Covid-19, de nombreuses entreprises ont été amenées à généraliser le télétravail de façon relativement soudaine. S'il était déjà pratiqué à raison d'un ou deux jours par semaine par un bon nombre d'employeurs, il s'agit d'une situation totalement neuve pour d'autres. Outre un casse-tête matériel et organisationnel non négligeable (comment équiper rapidement les employés en matériel informatique adéquat à la maison ? Comment permettre l'accès sécurisé à distance aux ressources informatiques de l'entreprise ?), le télétravail brouille les frontières entre vie privée et professionnelle ...

## 07/04/2020 GDPR and employer management of employees (potentially) infected by Covid-19

In these exceptional times, many companies are being forced to close or operate on an almost exclusively teleworking basis. However, in some cases, particularly in critical areas, employees are still allowed to visit their workplace. Faced with this situation, the employers concerned will have to achieve a delicate balancing act between their legal obligation to safeguard the health of their employees and the applicable rules on the protection of privacy. The employer's obligation to take care of the health and safety of its workers is based on Article 20 (2) of the Belgian law of 3 July 1978. Under this ...

## 06/04/2020 RGPD et gestion, par l'employeur, des employés (potentiellement) infectés par le Covid-19

En cette période exceptionnelle, de nombreuses entreprises sont contraintes de fermer ou de fonctionner sur la base quasi-exclusive de télétravail. Dans certains cas, et notamment dans les secteurs cruciaux, les employés restent toutefois autorisés à se rendre sur leur lieu de travail. Face à cette situation, les employeurs concernés vont devoir réaliser un délicat exercice de funambulisme entre l'obligation légale qui leur incombe de préserver la santé de leurs employés et les règles applicables en matière de protection de la vie privée. L'obligation de

l'employeur de veiller à la sécurité et à la santé de ses travailleurs trouve sa source ...

#### 13/01/2020 Petit déjeuner de l'assurance DECAVI – GDPR : quels défis persistants pour les assureurs ? – 22/01/2020

Philippe & Partners co-organise avec Decavi la 8ème saison des « petits déjeuners de l'assurance » au Luxembourg. La prochaine conférence aura lieu le mercredi 22 janvier prochain à 8:00 h. Elle sera présentée par Laure-Anne NYSSSEN (Counsel chez Philippe & Partners) et aura pour thème : « GDPR : quels défis persistants pour les assureurs ? » L'orateur essayera de répondre aux questions suivantes : Rappel général des grands concepts du GDPR Traitement des données de santé par les assureurs : quelle exception peuvent-ils utiliser pour échapper à l'interdiction de principe ? Droits des personnes concernées (et en particulier le droit à l'information) ...

#### 16/09/2019 DAOR lunch-causerie : Le RGPD en pratique à l'usage des avocats

Un lunch-causerie est organisé par DAOR le 8 octobre 2019 de 12h00 à 14h00 à la fondation universitaire. Laure-Anne NYSSSEN en sera l'oratrice. Programme : Premier état des lieux Quelles sont les données traitées par votre cabinet et les finalités poursuivies ? Où et comment ces données sont-elles stockées, qui y a accès, quelles sont les mesures de protection existantes ? Établissement d'une première version du registre des traitements et identification des non-conformités. Les questions principales devant être examinées : En quelle qualité le cabinet (et les avocats qui le composent) traite-t-il les données ? Faut-il nommer un DPO ? Comment articuler secret professionnel ...


#### 03/06/2019 #EuLex – #GDPR: One year after – A European overview of the key developments and implementations

#EuLex: One year after the entry into force of the #GDPR, Philippe & Partners #Belgium and #Luxembourg have participated, within the Schindhelm Alliance, in a European overview of the key developments and implementations in the various European countries.

#### 15/10/2018 Données personnelles relatives à la santé : quel traitement depuis la loi belge du 30 juillet 2018 ?

Les professionnels de l'assurance sont régulièrement amenés à traiter des données relatives à la santé de leurs clients, que ce soit pour évaluer le risque préalablement à la conclusion du contrat ou pour la gestion d'un sinistre. Or, l'article 9 du Règlement général relatif à la protection des données personnelles (RGPD) prévoit qu'en raison de leur sensibilité, de telles données ne peuvent en principe pas être traitées, à moins de pouvoir invoquer l'une des exceptions qu'il énumère, au titre desquelles on trouve notamment le consentement qui permettra de traiter des données lorsqu'aucune autre exception ne trouvera à s'appliquer. Malheureusement, l'exécution ...


## Publications

 02/02/2023 **Laure-Anne NYSSSEN**, « La conformité des entreprises d'assurance au RGPD », Bull.Ass., 2023/2, p. 148.

 01/10/2022 **Laure-Anne NYSSSEN**, **Ariane WARNIMONT**, « Le RGPD et le département finances et achats », in A. Beelen et N. Ragheno (coord.), La protection des données et les entreprises, Défis, opportunités et impact du RGPD sur les départements clés de l'entreprise, Anthémis, 2022.


 01/06/2022 **Laure-Anne NYSSSEN**, « RGPD et transparence : Analyse de la jurisprudence récente des autorités de contrôle », Liber Amicorum Denis Philippe, Bruxelles, Larcier, 2022, pp. 799 et s.


 01/05/2019 **Laure-Anne NYSSSEN**, « Le RGPD en pratique pour les avocats », DAOR, 2019/2, p. 3.

 15/06/2018 **Laure-Anne NYSSSEN**, **Denis PHILIPPE**, **Jean-François LIBERT**, « Les jeux de hasard en droit belge », in D. Philippe, G. Schamps et A. Strowel (dir.), Droit des jeux de hasard, Bruxelles, Larcier, 2018, pp. 73 à 108.


 17/08/2016 **Denis PHILIPPE**, **Laure-Anne NYSSSEN**, « L'opposabilité des conditions générales », in C. Verdure (ed.), Contrats et protection des consommateurs, Anthémis, 2016, pp. 109 à 153.

 01/11/2015 **Denis PHILIPPE**, **Laure-Anne NYSSSEN**, « La prescription des créances d'énergie: un grand tohu-bohu », J.L.M.B., 2015/41, pp. 1941 à 1956.

 30/06/2014 **Laure-Anne NYSSSEN**, **Cécile MUSIALSKI**, « The EU legal and regulatory framework applicable to shale gas developments », European Energy & Law Report, Vol. X, 2014


 01/05/2014 **Laure-Anne NYSSSEN**, **Cécile MUSIALSKI**, « La réglementation du gaz de schiste au sein de l'Union européenne », J.D.E., 2014/05, p. 197

 24/01/2014 **Laure-Anne NYSSSEN**, **Cécile MUSIALSKI**, "Regulation of shale gas in EU - latest developments - the Commission Recommendation of 24 January 2014", International Shale Gas and Oil Journal, 2014/3, p. 7.


 01/10/2013 **Laure-Anne NYSSSEN**, « Arrêt 'ÖBB-Personenverkehr' : transport ferroviaire, force majeure et remboursement de billet en cas de retard », J.D.E., 2013/10, p. 392.

 14/01/2012 **Laure-Anne NYSSSEN**, **Nicolas DE SADELEER**, "L'emploi des langues dans l'ordre juridique de l'Union: de l'égalité au pragmatisme", Annuaire de droit de l'UE, Editions Panthéon-Assas, 2012.


## Conférences

 17/10/2023 **Jean-François LIBERT, Laure-Anne NYSSSEN**, « Les traitements imposés par la loi – l'exemple du contrôle EPIS », Colloque sur le respect de la vie privée (RGPD) et l'entreprise, UCLouvain

---

 26/04/2022 **Laure-Anne NYSSSEN**, « Quelles sont les bonnes pratiques et les mesures à prendre dans le cadre des transferts internationaux de données à caractère personnel », Webinaire de DPOpro

---

 21/03/2022 **Laure-Anne NYSSSEN**, « Mesures relatives aux transferts internationaux de données à caractère personnel », Webinaire du Practice Group Privacy de l'IJE

---

 24/02/2022 **Laure-Anne NYSSSEN**, « RGPD : Quels défis persistants pour les assureurs ? », Abilways, Compliance en Assurances

---

 18/11/2020 **Laure-Anne NYSSSEN**, « Aspects RGPD : focus sur la notice », IFE Luxembourg

---

 23/09/2020 **Laure-Anne NYSSSEN**, « GDPR : quels défis persistants pour les assureurs ? », petits déjeuner DECAVI Bruxelles


---

 22/01/2020 **Laure-Anne NYSSSEN**, « GDPR : quels défis persistants pour les assureurs ? », petits déjeuner DECAVI Luxembourg

---

 08/10/2019 **Laure-Anne NYSSSEN**, « Le RGPD en pratique à l'usage des avocats », Lunch-causerie du DAOR

---

 24/04/2019 **Laure-Anne NYSSSEN**, « L'influence du GDPR sur les clauses contractuelles », Deep Dive Institut des juristes d'entreprises à Liège : « Evolutions récentes dans les techniques et clauses contractuelles »

---

 29/03/2019 **Pierre MOREAU, Laure-Anne NYSSSEN**, Le GDPR et les assurances - NN INSURANCE BELGIUM

---

 21/04/2016 **Denis PHILIPPE, Laure-Anne NYSSSEN**, « Opposabilité des conditions générales », Recyclage en droit 2016 (38e session), Premier cycle « Contrats et protection des consommateurs », jeudi 21 avril 2016 à l'Université Saint-Louis Bruxelles et jeudi 28 avril 2016 à l'UCL Mons